

Poussée démocratique historique en Tunisie et affrontements sur les perspectives

Une interview de Paul Boccara

Nous publions ici une interview de Paul Boccara, né en Tunisie et qui a milité comme étudiant aux côtés de l'ancien Parti communiste tunisien avant de s'installer en France à 20 ans. Il y est intervenu tout particulièrement en 1998, à l'Université d'été de l'« Association Club Mohammed Ali de la culture ouvrière » sur les enjeux de sécurisation de l'emploi et de la formation et des propositions pour le partenariat euro-méditerranéen en Tunisie et au Maghreb (intervention reprise dans *Transformations et crise du capitalisme mondialisé. Quelle alternative ?*, Éditions Le Temps des cerises, 2008, p. 326-342). Lors de cette Université d'été, il avait pu discuter avec certains leaders du mouvement actuel.

Economie & Politique: *La chute de Ben Ali en Tunisie constitue-t-elle une révolte ou une révolution ?*

Paul Boccara: C'est bien plus qu'une simple révolte, avec l'immense mobilisation populaire de décembre 2010 et janvier 2011 qui a entraîné la chute de la dictature de Ben Ali, installée depuis longtemps, la montée des exigences démocratiques, sociales et culturelles nouvelles, l'onde de choc jusqu'en Égypte et au-delà. On pourrait parler de révolution politique avec la visée d'un nouveau régime.

Cependant, on ne peut pas parler de révolution sociale. S'il y a sans doute un potentiel de transformations fondamentales de portée révolutionnaire, les enjeux des changements à venir, au-delà d'une simple démocratisation et de quelques améliorations sociales, restent très ouverts. Il convient plus particulièrement de souligner l'importance des forces en place, économiques et politiques, pour une adaptation et des changements *a minima* et notamment les orientations conservatrices ou néolibérales de plusieurs ministres du nouveau gouvernement actuellement en charge des affaires.

E & P: *Quels sont les facteurs principaux du mouvement qui a abouti au changement en cours ?*

P. B.: On peut distinguer, à mon avis, plusieurs ensembles de facteurs interdépendants. Il s'agit, tout d'abord, au-delà du cas particulier de la Tunisie et du monde arabe, des conditions nouvelles du tournant récent de la crise systémique de la civilisation à l'échelle mondiale.

Au plan économique, cela concerne, face à la montée de l'industrialisation et de la salarisation du capitalisme mondialisé, la gravité de la récession planétaire mondiale de 2009 et de ses implications. Cela se rapporte tout particulièrement à l'insuffisance de la demande des pays développés et à la relance du chômage massif

partout, notamment dans les pays dits en voie de développement ou semi-émergents, aux mesures d'austérité dans bien des pays et à la progression des protestations sociales.

Au plan anthropomique, il s'agit, face à la montée de l'idéologie du libéralisme mondialisé, du tournant des interventions étatiques nouvelles de 2009 et 2010. Cela concerne particulièrement leur soutien aux intérêts dominants en place, mais aussi les mobilisations des contestations idéologiques et politiques.

E & P: *Mais qu'en est-il des facteurs spécifiques propres à la Tunisie ?*

P. B.: Il convient de considérer la spécificité du cas de la Tunisie, qui s'est révélée un maillon faible de la chaîne mondiale de la crise de civilisation, avec aussi d'autres pays arabes comme l'Égypte, sans négliger pour autant les limites actuelles des mouvements de rupture.

Au plan économique, pour la Tunisie, les facteurs de déclenchement du mouvement ont été le débordement de l'accélération de la montée des difficultés sociales et son opposition à la dictature policière, utilisée par le clan familial du président, clan prédateur et corrupteur avec son clientélisme. Il tendait à accaparer une partie grandissante de la rente touristique et celle des bas salaires de l'industrialisation, développée en collaboration avec les entreprises multinationales françaises et européennes, comme dans le textile et la confection avec plus de 200 000 salariés, au-delà du secteur traditionnel comme celui des mines de phosphate de Gafsa. Ce débordement des difficultés sociales a pu concerner, outre les bas salaires et la remontée des prix alimentaires, la poussée du chômage, surtout le chômage des jeunes, jeunes urbains pauvres notamment dans les régions délaissées et plus encore jeunes diplômés. Les difficultés accrues de tous les salariés et des dites classes moyennes sont intervenues en liaison

avec les restrictions nouvelles dans les services publics et aussi dans l'économie informelle des petites activités de survie. Il faut souligner l'importance du nombre des jeunes dans la population et dans le mouvement social et politique.

E & P : *Quelles spécificités des facteurs du mouvement, au plan non économique de la société?*

P. B. : Au plan anthropologique, une série de facteurs plus nouveaux se sont conjugués pour entraîner l'audace, la massivité et l'obstination courageuse qui a fait « dégager » le dictateur Ben Ali et mis en cause l'existence de son État antidémocratique et policier. Cela se rapporte à la maturation de mouvements de fond profonds et à des éléments déclencheurs plus récents.

C'est la montée de l'opposition au régime de monopolisation de fait des élections à l'assemblée et à la présidence par le Rassemblement Constitutionnel Démocratique, parti du président, lequel s'est succédé à lui-même pendant 23 ans. Cette monopolisation était accompagnée d'une tolérance de façade de quelques formations politiques, dépossédées d'une activité publique effective, et du contrôle du syndicat, l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens. Avec des dehors de tranquillité apparente, le régime était caractérisé par une répression policière féroce des opposants politiques, certes contre les islamistes mais aussi, sous prétexte de lutte contre l'islamisme, contre les démocrates et défenseurs des droits de l'homme.

Les mouvements de fond ont d'abord concerné la progression de l'urbanisation et la montée d'une société civile nouvelle, ainsi que l'importance de l'éducation scolaire des jeunes. Un autre mouvement de fond se rapporte sans doute à l'islam. Bien que présents dans le mouvement, les islamistes ne l'ont pas dirigé, tandis que par ailleurs le progrès de l'islamisation de la société était encadré par le régime. Et surtout le parti islamiste, Ennahda, réprimé et clandestin jusqu'à la chute de Ben Ali, a une direction qui a répudié officiellement le terrorisme de certains groupes et affirme vouloir participer, à la suite de son écrasement antérieur, à un multipartisme politique réel. En outre, l'islamisme n'est pas du tout majoritaire, malgré la diffusion accrue de l'islam. Cette situation et ce changement se rapprochent d'ailleurs, avec bien sûr des différences,



de la répudiation depuis longtemps du terrorisme par les Frères Musulmans en Égypte et de leur influence non majoritaire, malgré l'importance de leurs activités sociales et caritatives, ou encore du parti islamique gouvernemental de Turquie qui se veut démocrate et conservateur. En outre, les conditions de l'armée

en Tunisie ont permis son attitude favorable en définitive au mouvement populaire.

Quant aux éléments plus récents et novateurs ayant favorisé le rassemblement contestataire, à partir notamment du rôle symbolique des suicides, il faut tout particulièrement prendre en compte, notamment pour leur capacité à contrebattre la censure du régime, les mobilisations nouvelles des jeunes éduqués sur Internet, pour les slogans, les rendez-vous, les manifestations, l'organisation des « comités de vigilance » de citoyens, etc. Ont été mis à contribution *Facebook*, *Twitter*, *Youtube*, ainsi que les blogs et les vidéos circulant largement avec les téléphones portables, sans compter l'aide extérieure des activités du groupe *Anonymous* pour attaquer les sites du gouvernement tunisien.

E & P : *Peut-on préciser les perspectives et les enjeux de la suite du processus en cours?*

P. B. : En ce qui concerne les transformations politiques et culturelles, soulignons les ambivalences et le jeu de forces opposées, face aux incertitudes, aux disponibilités des populations. C'est sans doute, pour le moment, la prédominance des forces de reprise en main néolibérale, internes et externes.

Il y aura bien sûr une poussée de démocratisation, au plan constitutionnel et des pratiques politiques. C'est l'avancée probable (quoique non absolument certaine) d'un certain pluralisme effectif des partis, de l'organisation d'élections libres de l'assemblée parlementaire et de la présidence, avec un recul plus ou moins prononcé de la répression policière, de l'arbitraire administratif et de la censure. Il faut aussi considérer une certaine progression de la laïcité, malgré la force et la résistance de la prégnance renforcée de l'islam, avec la montée d'un islam politique acceptant le pluripartisme. Au plan culturel et des mœurs, se pose aussi la question cruciale de l'avancée des droits et des rôles des femmes, où déjà la Tunisie avait une certaine avance, question fondamentale tout particulièrement dans les pays arabes.

Cependant, à l'opposé d'un potentiel d'avancée d'une démocratie participative et de sa prise en main populaire, au-delà des « comités de vigilance », les forces de récupération pour une progression nouvelle du néolibéralisme l'emporteraient actuellement. Certes, il y a une poussée d'exigences sociales et aussi sans doute l'appui éventuel sur une tradition de solidarité communautaire, particulièrement islamique, pouvant se croiser avec le libéralisme occidental.

Les forces extérieures poussent également surtout dans le sens de la récupération moderniste néolibérale, en Tunisie comme ailleurs. Ainsi, la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, est intervenue le 15 février sur le droit universel de liberté d'accès à l'Internet. Elle a déclaré que les États-Unis ont entrepris d'aider les citoyens des pays répressifs à contourner les filtres et les censures. Et le département d'État des États-Unis a débloqué des fonds pour soutenir des associations travaillant sur le contournement des « murailles » sur Internet et pour la formation dans le monde à ces techniques, en visant à favoriser, selon sa conception propre, ce qu'on a appelé la « Twitter diplomatie ».

E & P : *Et pour les perspectives et les enjeux économiques et sociaux ?*

P. B. : Au plan des transformations sociales et économiques, ce qui prédomine actuellement c'est le développement d'une collaboration nouvelle avec les entreprises et multinationales européennes et occidentales. Bien sûr, des négociations, notamment avec les instances syndicales revigorées, entraîneront sans doute certains relèvements des salaires, qui sont les plus bas au Maghreb, et des conditions de travail. Il faut aussi considérer l'organisation des indemnités de chômage, de l'amélioration éventuelle de la protection sociale et des services publics, de certaines mesures pour l'emploi et la formation professionnelle. Mais les forces installées voudront les utiliser pour accompagner la poursuite des dominations des capitaux extérieurs et des collaborations des capitaux intérieurs.

Tout cela n'empêche pas, pourtant, l'ouverture possible à des transformations plus radicales et de progrès social fondamental. Pour ma part, j'ai déjà pu proposer un autre développement et une autre coopération euro-méditerranéenne tout particulièrement pour la Tunisie et le Maghreb, dans mon intervention de 1998 au colloque de l'« Association Club Mohammed Ali de la culture ouvrière », à Gammarth près de Tunis (cf. *Transformations et crise du capitalisme mondialisé. Quelle alternative ?*, pages citées). Ces propositions prennent aujourd'hui une crédibilité plus forte, non seulement du fait de ce qui se passe en Tunisie, mais avec aussi ce qui se passe dans l'Union européenne. Elles concernent un autre développement national, en liaison avec une autre coopération internationale, avec d'autres types de financement, de critères d'efficacité sociale des entreprises et de pouvoirs des travailleurs et des citoyens. Cela vise à développer et sécuriser l'emploi et la formation avec le tissu de PME, des *joint-ventures* ou association d'entreprises nationales et européennes, d'autres services publics, la promotion des biens publics communs, de la culture à l'écologie. Cela se rapporte à une autre création monétaire, avec la coopération possible entre banques centrales voisines de la zone et avec la BCE pour un autre crédit et pour les services publics. Une création monétaire de la Banque centrale européenne permettrait une sorte de Plan Marshall de type progressiste, favorisant les demandes et l'emploi des deux côtés, Union européenne et Tunisie ou autres pays méditerranéens, des partages et des réciprocitys. Cela rejoint les propositions récentes contre la crise des dettes publiques, de l'euro et de l'austérité en Europe, reprises par les formations constitutives du Parti de la Gauche Européenne. Elles concernent une autre création monétaire de la BCE, pour un autre type de crédit favorisant l'investissement avec emplois et formations et aussi pour prendre des titres de dette publique afin de financer l'expansion des services publics en coopération avec un Fonds de développement social européen. Il s'agit également de nouvelles coopérations Sud-Sud avec les voisins arabes et africains. Toutes ces propositions de coopérations interzonales rejoignent aussi le projet d'un FMI démocratiquement refondu et d'une véritable monnaie commune mondiale autre que le dollar, pour favoriser le codéveloppement des peuples.

Si, dans le court terme, les obstacles à de tels changements très profonds sont considérables, il faut prendre

en compte, pour les perspectives, le développement de la crise systémique du plan zonal jusqu'au plan mondial. Ce sont les risques concernant la relance du chômage, l'éclatement d'une nouvelle suraccumulation financière, pouvant mettre en cause la domination des bons du trésor des États-Unis et du dollar, et d'une suraccumulation réelle, du fait de l'insuffisance de la demande mondiale et du développement des peuples. Mais ce sont aussi, contre le recours à la violence et aux guerres, le recul possible nouveau des références aux menaces islamistes, et encore contre l'idéologie libérale, la possibilité du retournement des démocratisations pour le progrès social et culturel.

E & P : *Quelle peut être la portée des potentiels de transformations éventuels pour la crise de civilisation et l'avancée de l'humanité vers une autre civilisation ?*

P. B. : À propos de cette portée on peut considérer trois dimensions. Il s'agit, en premier lieu, de l'onde de choc provoquée par la chute de la dictature en Tunisie puis en Égypte, sur le Maghreb et tout le monde arabe, voire le monde musulman, malgré les différences des situations, comme on commence à l'apercevoir du Yémen, au Bahreïn, jusqu'à la Palestine et même l'Iran, ou encore en Afrique.

En second lieu, il convient de considérer la poussée des démocratisations contre les dictatures, qui participent au tournant récent dans la crise systémique de civilisation, après les mouvements engagés en Amérique latine. Peuvent être concernés tous les pays en développement et plus ou moins émergents ainsi que le contrecoup de leurs transformations dans les pays développés. L'exigence d'interventions publiques massives à la suite du tournant d'exacerbations de la crise du capitalisme de 2008-2010 pose partout la question du contenu de ces interventions publiques nouvelles. D'un autre côté, face à l'exacerbation des affrontements idéologiques et physiques violents, avec la montée du terrorisme islamiste et des guerres comme en Afghanistan, la question nouvelle du recul de l'épouvantail islamiste peut contribuer à faire régresser les solutions violentes, en faveur d'un développement pacifique, plus ouvert aux forces de progrès et à une progression des réponses culturelles et politiques, pour avancer vers une autre civilisation.

Enfin, en troisième lieu, face aux antagonismes de la domination de la civilisation occidentale mondialisée et aux exigences de progrès de civilisation partout dans le monde, la question d'une nouvelle civilisation de toute l'humanité se pose plus nettement. Cette civilisation pourrait dépasser, en les combinant, les apports de liberté de l'Occident mais sans les égoïsmes et les monopoles dominateurs, avec les apports de solidarité du Sud et de l'Orient, mais sans les dominations hiérarchiques. La France et l'Union européenne ont sans doute une responsabilité particulière pour contribuer à ces transformations, en relation avec leurs propres aspirations, comme on le voit avec la proposition d'une autre construction de la coopération euro-Méditerranéenne, mais aussi les pays arabes, à l'opposé de leurs collaborations à l'hégémonie économique, culturelle et militaire des États-Unis dans le monde. ■